

SOMMET DES PEUPLES POUR LE PARTENARIAT UE - AFRIQUE



"Tout ce qui est fait pour l'Afrique sans le peuple africain n'est pas pour l'Afrique"

DECLARATION FINALE

Pour signer la déclaration, ajoutez votre nom en commentaire en bas du document.

Remarque : quelques ajustements linguistiques ont été effectués pour assurer la cohérence avec la version française - mais aucun changement substantiel n'a été apporté.

"Tout ce qui est fait pour l'Afrique sans le peuple africain n'est pas pour l'Afrique".

Une déclaration conjointe des mouvements sociaux et des paysans, des organisations confessionnelles et des OSC prononcée lors du "Sommet des peuples africains" en vue du 6ème Sommet UE-Afrique, exigeant plus d'espace pour les OSC et des mesures pour garantir la justice foncière et l'agro écologie.

Contexte

Nous, membres d'une large alliance de mouvements sociaux et paysans, d'organisations confessionnelles et de la société civile à travers l'Afrique et l'Europe, observons avec appréhension la tenue du 6ème sommet UE-Afrique. Au cours des 20 dernières années de partenariat entre les deux continents, nous n'avons constaté aucune avancée qui ait permis significativement d'améliorer les conditions de vie des communautés rurales africaines. En effet, ce partenariat ainsi que d'autres similaires avec d'autres régions du monde se sont révélés être des structures fantômes qui facilitent l'accaparement des terres, le pillage des ressources naturelles, l'impunité des entreprises en complicité avec les autorités nationales et internationales, avec une expansion agressive du marché au détriment de la prospérité et du bien-être des populations.

Nous constatons avec regret que les questions les plus urgentes pour l'Afrique sont à peine abordées lors des négociations. Sinon, comment expliquer que les systèmes alimentaires et l'agriculture ainsi que la réponse au Covid-19 ne figurent pas parmi les thèmes initialement proposés pour le Sommet?

Malgré le message de partenariat égal des dirigeants de l'UE, nous observons avec inquiétude l'impact de l'héritage du colonialisme, qui se traduit aujourd'hui par une forme de néocolonialisme dirigé par les intérêts privés, et l'énorme asymétrie de pouvoir persistante dans le partenariat qui le font pencher structurellement en faveur de l'UE. Il est troublant et inquiétant que l'UE ne fasse aucun effort significatif pour faire face à ce sombre et douloureux passé. Un état d'esprit différent est pourtant nécessaire pour une relation plus transformatrice entre les deux continents. Le terrorisme et les conflits qui sévissent au

Sahel et dans d'autres régions d'Afrique, ainsi que la migration forcée des jeunes Africains et Africaines qui traversent la Méditerranée sont les produits de l'extrême pauvreté, des inégalités, de l'urgence climatique et des crises économiques.

Nous faisons écho aux paroles importantes de feu Mgr Desmond Tutu et disons que nous, Africains et Africaines, ne sommes pas intéressé-es à ramasser des miettes de compassion. Nous voulons et exigeons le menu complet des droits.

Vision des peuples africains

Nous rejetons les partenariats qui s'attaquent aux symptômes plutôt qu'aux besoins réels des Africains et Africaines et à leur vision d'un monde où tous et toutes peuvent jouir de leur juste part des dons de la création. Nous envisageons une culture de solidarité et de démocratisation de *l'UBUNTU* où les personnes, notamment les plus pauvres, les jeunes, les femmes, et l'environnement sont au cœur des politiques économiques et sociales. Nous voulons une Afrique qui puisse définir et façonner ses relations avec les autres régions et les puissances mondiales, mais surtout qui place la dignité et le bien-être de tous les Africains et Africaines au centre de ses politiques.

Convaincus que les Africains et Africaines méritent une meilleure considération dans le partenariat, nous recommandons aux décideurs et décideuses politiques africains et européens de prendre en compte les aspects suivants:

- Garantir un espace pour les acteurs de la société civile, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des espaces de décision. Alors que certains se battent pour occuper une place à la table des négociations, d'autres choisissent de rester "en dehors". Les uns comme les autres doivent pouvoir faire entendre leur voix librement et en toute sécurité afin d'influencer les décisions.
- Soutenir les gouvernements nationaux - avec les acteurs et actrices de terrain - dans la mise en œuvre de la stratégie africaine de gouvernance foncière (LGS) qui garantira les droits fonciers des communautés y compris les femmes et les jeunes. La LGS permettra en effet de réduire les défis de la gouvernance foncière sur le continent.
- Mettre fin au financement des projets d'acquisition de terres à grande échelle et aux investissements spéculatifs notamment par les banques publiques de développement qui se traduisent par des accaparements de terres.
- Reconnaître, valoriser et soutenir l'énorme potentiel de l'agro écologie paysanne comme vecteur de sécurité et de souveraineté alimentaires, de réduction de la pauvreté et la faim, de conservation de la biodiversité et de respect des connaissances et des innovations autochtones. Cela nécessite un changement dans le type de programmes de développement qui sont actuellement financés, puisque la tendance montre clairement que cette approche transformatrice est largement ignorée par les bailleurs de fonds publics.
- Reconnaître l'agriculture familiale à petite échelle comme un modèle structurel viable pour le développement du secteur agricole en Afrique.
- Soutenir et développer le concept de systèmes alimentaires territoriaux, en décentralisant la valeur ajoutée, en stimulant l'économie rurale, tout en favorisant la gouvernance alimentaire locale.

- Participer de manière proactive aux sessions du Groupe de travail intergouvernemental de l'ONU sur les entreprises et les droits humains de l'homme afin de faire progresser la réglementation des sociétés transnationales. La diligence raisonnable de l'UE ne s'oppose pas au processus de l'ONU mais le complète.
- Respecter les engagements en envoyant effectivement et de toute urgence aux pays africains les quantités de vaccin Covid-19 que l'UE a promises dans le cadre de l'initiative COVAX.
- Soutenir l'initiative de l'Inde et de l'Afrique du Sud en faveur d'un moratoire sur les brevets des vaccins CVI à l'Organisation Mondiale du Commerce jusqu'à la fin de la pandémie. En outre, l'UE doit faire pression sur les fabricants de vaccins CVI pour qu'ils acceptent le transfert de leur technologie.
- Faire preuve de plus d'ambition climatique au niveau européen en adoptant des réductions d'émissions ambitieuses, pas de greenwashing.
- Soutenir les investissements dans une transition énergétique propre décentralisée et adaptée à l'Afrique comme le solaire.
- Assurer que les terres africaines ne soient pas vues comme des actifs en carbone destinés à compenser les émissions des principaux pollueurs – Etats et entreprises – sous couvert de potentiel crédits carbone qui n'auront comme résultat qu'une financiarisation accrue de la nature.
- Valoriser les savoirs, savoir-faire, savoir-être et savoir devenir non pas en brevetant le vivant - nous refusons que les pays adhèrent à l'approche de l'UPOV (*International Union for the Protection of New Varieties of Plants*) - mais en développant la recherche pour des systèmes thérapeutiques adaptés et accessibles.
- Garantir la protection des défenseurs et défenseuses de droits humains notamment ceux liés à la terre, l'eau, les ressources naturelles et de dénoncer leur criminalisation.
- Soutenir et appliquer la Déclaration des Nations-Unis sur les droits des paysans et des travailleurs en milieu rural , notamment en veillant à ce que les activités pertinentes de coopération internationale, y compris les programmes internationaux de développement, soient inclusives, accessibles et utiles aux paysans et aux autres personnes travaillant dans les zones rurales; et assurer que les paysans et les autres personnes travaillant dans les zones rurales ont le droit de définir et d'établir des priorités et des stratégies concernant l'exercice de leur droit au développement.

Organisateurs



Organisé par
Plate-forme
"Notre terre est
notre vie"

Organisations signataires



1. Action Batwa pour le Développement Intégral et l'Assistance aux Vulnérables, Abdiav
2. Action de Carême, Suisse
3. Action Pour la Protection Sociale En Afrique-Cote D'Ivoire
4. Action Pour le Developpement Durable-Mali
5. ADDAD - Mali
6. ADDAD - Burkina Faso,
7. ADDAD - Guinée
8. ADDAD - Gambie,
9. ADDAD - Senegal
10. ADDAD - Cote D'Ivoire
11. ADDAD - Togo,
12. ADDAD - Benin,
13. ADDAD - Ghana
14. ADDAD - Cote D'Ivoire,
15. Agissons Pour Sauver-Benin
16. Association Pour Le Développement Durable Medenine Tunisie
17. AEFJN Nigeria
18. AEFJN, Kenya
19. AEFJN, Madrid
20. Africa Faith and Justice Network (USA)
21. Afrique Europe Foi & Justice Network, Cameroun
22. AJUPE Association des Jeunes Universitaires pour la Protection de l'Environnement - Guinée,
23. All Gambia Forest Platform (Agfp)
24. Alliance Citoyenne Pour le Développement Durable Guinée
25. Arable International (Kenya)
26. ASAPSU (Association De Soutien À L'Autopromotion Sanitaire Urbaine)
27. Association De Producteurs De Mangue Et D'Ananas d'Iemberem et Cambeque-Guinee Bissau
28. Association Des Femmes Dynamiques De Yopougon-Cote D'Ivoire
29. Association Paysan Noir-Senegal,
30. Association Trait D'Union Des Jeunes Guineens - Guinee,
31. Association pour l'Intégration et le Developpement Durable au Burundi, AIDB (Indigenous Forum)
32. Association Pour La Defense De L'Environnement Et Des Consommateurs (Adec)

33. Association Pour La Défense Des Drois Des Aides Ménagères Et Domestiques
34. Association Raibani Kawral Rkiz (Arkr) Mauritanie.
35. ATTAC / Addea-Senegal,
36. ATTAC - Togo,
37. ATTAC - France
38. Banlieue Du Monde-Mauritanie,
39. CCPA - Senegal,
40. Biowatch South Africa
41. Broederlijk Delen
42. CAPAN
43. CESA0-Burkina Faso
44. CMAT (AOPP, CNOP, CAD Mali, UACDDDD) -Mali
45. Caritas Africa
46. Caritas Embu
47. Centre D'Action Pour Le Développement Rural
48. Centre For Minority Rights Development (Cemiride)
49. COASP - Mali
50. Collectif Des Osc Guinéennes Pour La Défense Des Droits Des Communautés - Guinée,
51. Comité De Solidarité Avec Les Victimes De Violations Des Droits Humains - Mauritanie
52. Comité Régional de Solidarité des Femmes pour la Paix en Casamance/USOFORAL
53. Confédération Nationale Paysanne - Guinée
54. Confédération Paysanne - France
55. Conseil National De L'Agriculture Biologique - Burkina Faso
56. Coordination Européenne Via Campensina (Ecvc)
57. Coordination Maghrébine Des Organisations Des Droits Humains
58. CRAPH
59. Enda Pronat - Sénégal
60. DKA Austria
61. Ecumenical Association Of Sustainable Agriculture & Rural Development - Ghana
62. Entente De Diouloulou/Ziguinchor - Sénégal
63. ESAFF Uganda
64. EU-CORD (Europe)
65. FAPD – Senegal
66. Fédération Nationale des Communes Pastorales - Cote D'Ivoire
67. Federacion Comites Solidaridad Con Africa Negra - Umoya
68. Federacion de Comites de Solidaridad Con Africa Negra- Umoya
69. Fédération des Coopératives Maraichères - Niger,
70. Fédération des Paysans Du Foutah Djallon - Guinée
71. Fédération Nationale du Secteur Agricole - Maroc
72. FEDIA -Togo,
73. Ferme Agropastoral de Mamou - Guinée
74. FIAN-Belgique,
75. FOCSIV Italian Federation Christian Organisations Voluntary International Service
76. Foi et Justice, Cameroun
77. Forum Social Sénégalais
78. FIOPA - Côte d'Ivoire
79. Friends of the Earth International
80. Friends of the Earth Mozambique
81. GAJEL- Niger
82. Indigenous Peoples Global Forum for Sustainable Development
83. IPGFforSD (International Indigenous Platform)
84. Institute for Research and Promotion of Alternatives in Development (IRPAD/Afrique) - MALI

85. IBVM - Institute Of The Blessed Virgin Mary
86. Jeunes Volontaires pour L'Environnement-Niger
87. MADEE-Burkina Faso
88. Mouvement Gox Bi - Sénégal
89. MERCI Guinée- Guinée
90. Missionaries Of Mariannahill
91. Missionnaires du S. Cœur
92. NACOFAG - Gambie
93. Nouvelle Orientation pour la Promotion du Développement Durable en Afrique (NODDA)
94. Novox - Benin
95. Novox - Togo
96. Organisation Des Jeunesses Panafricanistes – OJP - Sénégal
97. OJEG - Sénégal
98. ONG Opv - Cote D'Ivoire
99. ONG OCJUD - Cote D'Ivoire
100. ONG CERFLA- Sénégal
101. ONG Wonsminka Logouale-Cote D'Ivoire
102. ONG Espace d'Intégration des Jeunes Défavorisés
103. ONG Yetiho - Cote D'Ivoire,
104. Organisation Ivoirienne pour la Paix - Cote D'Ivoire
105. ONG Optimiste - Cote D'Ivoire
106. Panafricaine pour l'Education au Développement Durable - Sénégal
107. Partnership For Rural Women Development - Nigeria
108. RECOWA
109. Réseau Africain Pour Le Droit A L'Alimentation - Sénégal
110. Réseau Des Journalistes Pour L'Eau, L'Hygiène Et L'Assainissement-Niger
111. Réseau D'Informatique Et D'Appui Aux Ong En République Démocratique Du Congo
112. Réseau Maghrébin D'Associations De Développement Local En Milieu Rural "REMADEL"
113. Reseau PRODDDES
114. Rural Women'S Assembly (RWA)
115. S/Coop GIPA/An-Sénégal
116. Synergie Paysanne – Benin
117. SECAM
118. Society Of The Holy Child Jesus
119. Society of African Earth Scientists
120. Support For Women In Agriculture And Environment (SWAGEN)
121. Tanzania Organisation For Agricultural Development (Tofad)
122. UACDDDD/Novox - Mali
123. UFSSIN-Cote D'Ivoire
124. Uganda Coalition for Sustainable Development / East African SusWatch Network
125. Wassa - Mali
126. Welthaus Diözese Graz-Seckau
127. Wildaf - Benin
128. Wildaf - Mali
129. ZAMSOF - Zambia Social Forum/PCFS Africa